



**Mémoire présenté par Relais-femmes  
À la Commission des relations avec les  
citoyens**

**« Vers un deuxième plan d'action  
gouvernemental pour l'égalité  
entre les femmes et les hommes »**

**Janvier 2011**



## **Introduction**

Relais-femmes est un carrefour d'expertises et de ressources féministes, ancré dans le mouvement des femmes, branché sur le terrain de la pratique et lié au milieu universitaire. Créé en 1980 sur l'initiative de groupes de femmes, du milieu universitaire et du féminisme d'État, il œuvre dans une perspective de changement social, de promotion des droits des femmes et de soutien au développement et au renouvellement des pratiques sociales féministes. Fort de son insertion dans le mouvement des femmes et à l'affût des changements qui traversent nos sociétés, Relais-femmes participe activement au repérage des enjeux qui concernent les conditions de vie des femmes. Il soutient l'action des groupes en privilégiant une approche féministe sur différents dossiers de nature politique, économique, culturelle et organisationnelle. Il entretient depuis plus de trente ans des liens très étroits avec les groupes de femmes et le milieu de la recherche.

Les principales activités de Relais-femmes sont la recherche, l'animation, la formation<sup>1</sup> et l'accompagnement et elles favorisent la concertation entre les milieux féministes, communautaires, universitaires, institutionnels et syndicaux. Ses activités visent le développement des compétences des organismes de femmes et communautaires, dans une perspective de renouvellement des pratiques sociales féministes. Pour nous les pratiques sociales féministe ne se limitent pas à l'action des groupes de femmes. Elles touchent toutes les sphères d'activités de la société : le social, le politique, la culture, le juridique et l'économique. Leurs approches peuvent s'appliquer à la gestion, à la démocratie, à la gouvernance... Elles contribuent à mettre à jour des problématiques qui mettent un frein à l'égalité entre les femmes et les hommes, permettant ainsi le développement d'interventions plus efficaces pour l'atteinte de cette égalité.

Relais-femmes occupe une place stratégique, aux confluent du mouvement des femmes et du monde universitaire et il est en interface constante avec les instances gouvernementales mandatées pour travailler à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui lui donne un regard particulier en ce qui concerne l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## **Des enjeux qui changent et qui évoluent**

Comme le démontre bien le bilan gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes<sup>2</sup>, les dernières décennies ont vu la marche vers l'égalité entre les femmes et les hommes progresser à un rythme accéléré. On ne peut que saluer les engagements pris par le gouvernement et les mesures concrètes mises en place pour réaliser ses objectifs. Parmi ceux-là, sa volonté d'atteindre la parité dans les conseils d'administration des sociétés d'État et la mise en place, en avril 2007, d'un conseil des ministres composé d'un nombre égal de femmes et d'hommes. Bien qu'effectivement le Québec ait connu de grandes avancées en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le dernier portrait tracé par le CSF démontre cependant que, malgré cette volonté de changements, beaucoup de travail reste à faire...

---

<sup>1</sup> Vous trouverez en annexe II la liste des formations et des thèmes abordés par Relais-femmes en 2009-2010

<sup>2</sup> Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait, Bilan de l'action gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, 2007-2010

*« Les femmes prennent de plus en plus de place sur les bancs d'école, dépassant même largement le nombre d'hommes, et elles affichent une performance scolaire élevée. Sur le plan de l'emploi, le portrait s'assombrit : concentrées dans un nombre restreint de professions peu rémunérées, elles ont un revenu inférieur à celui des hommes. Si ces derniers participent de plus en plus aux travaux ménagers, elles assument malgré tout une part importante de ceux-ci. Les familles monoparentales sont encore majoritairement dirigées par des femmes. Trop de femmes continuent d'être victimes de violence conjugale. Leur nombre dans les lieux de pouvoir augmente sensiblement, mais la parité est encore loin. Ainsi, bien qu'elles constituent 50,5 % de la population québécoise, leur importance politique et économique n'a pas encore atteint leur poids démographique. »<sup>3</sup>*

À ce chapitre d'ailleurs, le cahier de consultation « Vers un deuxième plan d'action gouvernemental entre les femmes et les hommes »<sup>4</sup>, identifie un certain nombre d'enjeux importants, comme « le phénomène de la sexualisation de l'espace public qui renforce la vision stéréotypée des rapports hommes-femmes dans l'opinion populaire »<sup>5</sup>. Ou encore la situation des « femmes autochtones, immigrantes, handicapées et aînées vivent des problématiques particulières quant à l'intégration en emploi, affichent un plus faible taux d'activité et un revenu moindre par rapport aux hommes dans la même situation et à l'ensemble des québécoises »<sup>6</sup>. Les questions de la pauvreté et de la violence faite aux femmes, par exemple, représentent donc des défis singuliers si on veut mieux saisir les réalités particulières des femmes autochtones, immigrantes, handicapées, aînées ou encore lesbiennes. C'est pourquoi Relais-femmes a la conviction que l'amélioration des conditions de vie des femmes et l'atteinte de l'égalité entre elles et les hommes et entre les femmes elles-mêmes nécessitent de travailler sur plusieurs fronts à la fois : des politiques et mesures gouvernementales, la recherche, l'éducation, le travail d'intervention, le développement de services, l'action collective, la médiation, la gestion et bien d'autres. Les obstacles à l'égalité sont pluriels et complexes, les réponses devront être à l'avenant.

### **Des orientations gouvernementales qui évitent les reculs**

La force du modèle québécois en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a été, d'une part, de se doter des appareils d'état que sont le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, le Secrétariat à la condition féminine et le Conseil du statut de la femme. Et, d'autre part, de reconnaître tout un mouvement social de services (dans les services publics ou hors institutions) touchant de nombreuses réalités, de revendications, de défense de droit et de pression qui mettent en évidence des problématiques et des conditions sociales qu'on ne voit pas nécessairement dans une gestion macro de la société québécoise. Par la mise en oeuvre de sa politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire, le gouvernement du Québec est à l'avant garde pour l'appui apporté à son mouvement associatif. Il a fait de grands pas dans la reconnaissance, notamment, du travail des groupes de femmes, comme les maisons d'hébergement en violence conjugale, les CALACS, les groupes dédiés à l'employabilité des femmes, les centres de femmes et autres ressources communautaires desservant aussi des populations féminines.

---

<sup>3</sup> Portrait des Québécoises en 8 temps, Conseil du statut de la femme, 2010

<sup>4</sup> Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait, Vers un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes, Cahier de consultation, 2010

<sup>5</sup> Ibid, page 4

<sup>6</sup> Ibid, page 6

Mais Relais-femmes est particulièrement préoccupé par l'effet des mesures gouvernementales fédérales des dernières années en matière de condition féminine. En effet, « *La précarité grandissante vécue par plusieurs groupes de femmes, notamment ceux dédiés à la défense de droits, nous font craindre pour l'avancement vers l'égalité de fait entre les hommes et les femmes. La force du mouvement des femmes québécois prend sa source dans la conjugaison de divers angles d'approche : le développement de services, la défense des droits individuels et collectifs, la recherche, la formation et la concertation d'une pluralité et d'une diversité de voix. Les décisions des bailleurs de fonds risquent de fragiliser davantage le secteur de défense des droits, le «parent pauvre» du mouvement des femmes. Cette situation est une entrave pour la marche vers l'égalité.* »<sup>7</sup> D'autant plus que certaines données du portrait dressé par le conseil du statut de la femme<sup>8</sup> nous démontrent que, sur certains fronts, les reculs et le plafonnement sont toujours possibles. Nous sommes conscientes que le plan d'action ne peut à lui seul pallier aux décisions du fédéral mais nous sommes convaincues que le gouvernement du Québec peut et doit, par ses actions et politiques, minimiser ses effets dévastateurs pour l'avancement vers l'égalité. Pour nous il en va de notre capacité comme société de poursuivre notre avancement vers l'égalité.

C'est pourquoi nous pensons que le prochain plan d'action gouvernemental, en plus de mettre de l'avant des mesures qui s'adressent aux instances gouvernementales et aux institutions, doit continuer à appuyer son action sur toutes les composantes du mouvement des femmes. En ce sens, nous nous associons aux différentes recommandations qui vous seront faites par les regroupements nationaux de groupes de femmes lors des auditions publiques sur le document intitulé « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait – Vers un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes ». Nous nous référons plus particulièrement aux demandes traditionnelles des groupes de femmes. Entre autres de celles de la marche mondiale des femmes<sup>9</sup>. On parle ici de l'accès à un travail décent; de la hausse substantielle du salaire minimum et des conditions de vie décentes pour toutes les personnes à l'aide sociale; de la fin de la privatisation des services publics et du bien commun – santé, éducation, eau, énergie éolienne; de la mise en place des mesures concrètes pour prévenir et lutter contre les violences envers les femmes; de la mise en place de cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires, non sexistes et non hétérosexiste et du droit inaliénable des femmes de décider d'avoir ou non des enfants.

### **Vers des pratiques sociales qui changent et qui évoluent**

Nous le soulignons en introduction, le domaine d'intervention privilégié de Relais-femmes est celui des pratiques sociales féministes. Il œuvre dans une perspective de changement social et de promotion des droits des femmes. Ses activités visent plus spécifiquement le développement des compétences des organismes de femmes et communautaires et dans une perspective de renouvellement des pratiques sociales féministes. En ce sens, Relais-femmes est tout en fait en accord avec le gouvernement quand il affirme que « *Le maintien et le développement des connaissances tout au long*

---

<sup>7</sup> Rapport d'activités 2009-2010 de Relais-femmes, page 5

<sup>8</sup> Portrait des Québécoises en 8 temps, Conseil du statut de la femme, 2010

<sup>9</sup> En référence aux revendications de la Marche mondiale des femmes 2010

*de la vie active sont d'autant plus exigeants aujourd'hui que le savoir évolue à un rythme accéléré.<sup>10</sup> ».*

C'est aussi vrai en ce qui concerne le domaine des conditions de vie des femmes et de l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous l'avons mentionné précédemment, non seulement la pleine égalité, entre les femmes et les hommes, n'est pas encore atteinte mais de nouvelles réalités sociales nous interpellent et nous démontrent que, pour certaines couches de la population féminine, d'autres types de discriminations viennent s'ajouter. Ce peut être à cause de leur âge, de leur milieu, de leur origine, de leurs croyances ou encore de leur situation économique. Ces réalités différentes viennent donc complexifier les pratiques en ce qui concerne l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour mieux s'adapter, les pratiques sociales nécessitent l'apport de nouvelles connaissances ainsi que des activités de transfert et de mobilisation de ces dernières.

À ce chapitre, dans une société des savoirs en évolution comme la nôtre, nous croyons que la création d'un Centre de liaison et de transfert sur l'égalité entre les femmes et les hommes permettrait de mieux répondre aux multiples besoins de ce milieu. Nous croyons qu'il pourrait aussi favoriser de grandes avancées dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes, comme ce fut le cas dans le domaine industriel, technologique et de l'innovation sociale.

### ***Relais-femmes, l'organisme qui peut assumer cette mission***

Lors de la présentation de son mémoire<sup>11</sup>, dans le cadre de la Consultation sur l'utilisation de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, Relais-femmes affirmait que pour compléter et renforcer les mécanismes de valorisation et de transfert. Pour nous il est judicieux de penser à élargir et compléter la gamme des mécanismes existants parce qu'ils sont peu nombreux et que ces expériences en valorisation et transfert ont déjà permis de développer des savoir-faire non négligeables. Nous référerions au Service aux collectivités de l'UQAM ainsi qu'aux initiatives développées dans le cadre de programmes tels les ARUC<sup>12</sup>, lesquelles sont fragilisées ou meurent les unes après les autres. Nous suggérons qu'avant de se lancer dans la création de nouveaux centres de liaison et de transfert, le MDEIE soutienne plus adéquatement ces structures sous-financées et dont l'existence est précaire. À titre d'exemple le travail de liaison et de transfert de connaissance réalisé par Relais-femmes ne reçoit plus de soutien depuis que le programme *Promotion de la femme* de Condition féminine du Canada a cessé de donner du financement à la mission. Il est triste de constater qu'au moment où tous s'entendent sur l'importance de la «société des savoirs» des choix administratifs ont comme conséquence de fragiliser des instruments pertinents dans le développement de la dite société des savoirs.

L'expertise et la pratique, que Relais-femmes a développées au cours des trente dernières années, font qu'il occupe maintenant une place stratégique en ce qui concerne le champ des pratiques sociales féministes au Québec. Son rôle de liaison

---

<sup>10</sup> Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait, Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, 2007-2010, page 50

<sup>11</sup> Mémoire de Relais-femmes présenté dans le cadre de la Consultation sur l'utilisation de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, Septembre 2009

<sup>12</sup> Alliance de recherche université communauté, programme d'infrastructure de recherche du Conseil de la recherche en science humaine (CRSH)

entre les différents milieux de production des connaissances est maintenant reconnu, tout comme son expertise en mobilisation et transfert de connaissances. Nous croyons que cette place stratégique qu'occupe Relais-femmes en fait une infrastructure importante en condition féminine et un outil pertinent pour l'avancement de l'égalité entre les femmes elles-mêmes et entre les femmes et les hommes.

### **En conclusion**

Avec la mise en place de son plan d'action lié à la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* le gouvernement a démontré une volonté ferme à faire avancer le dossier de l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans cette perspective, nous espérons que le deuxième plan d'action gouvernement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes fasse montre d'innovation notamment en se dotant d'une structure visant à améliorer le transfert des connaissances développé dans le champ des pratiques sociales féministes. Nous croyons en effet que la mise en place d'un Centre formel de liaison et de transfert sur l'égalité entre les femmes et les hommes, serait un pas de plus *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait...*

## **ANNEXE**

### **LISTE DES MEMBRES<sup>13</sup>**

#### **Membres actifs réguliers**

##### ***Groupes locaux***

Action des femmes handicapées de Montréal  
Calacs Coup de coeur  
Carrefour des femmes du Grand Lachute  
Centre Arc-en-ci-Elle  
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF)  
Centre de femmes du Témiscamingue  
Centre de femmes l'Essentielle  
Centre de femmes La Moisson  
Centre de femmes les unes et les autres  
Centre de femmes Montcalm  
Centre de femmes Vie Nous V'elles  
Centre des femmes de Laval  
Centre des femmes de Montréal  
Centre des femmes de Verdun  
Centre des femmes L'Éclaircie  
Centre des femmes l'Héritage  
Centre-femmes aux plurielles  
Centre d'orientation et de formation pour les femmes en recherche d'emploi (COFFRE)  
Centre Rayons de Femmes Thérèse-de-Blainville  
Centre ressources pour femmes de Beauport  
Com'Femme  
D'main de femmes  
Entr'Elles Granby  
Femmes du monde à Côte-des-Neiges  
Horizon pour Elle  
L'Autre Chez Soi  
L'autre Parole  
L'Écho des femmes de la Petite Patrie  
La Marie Debout  
La Rue des Femmes de Montréal  
Le Parados  
Lennoxville & District Women's Centre  
Maison d'hébergement l'Équinoxe  
Maison de Lina  
Maison l'Océane  
Maison Le Prélude  
Maison Pauline Bonin  
Regard en elle Inc.

---

<sup>13</sup> *Rapport d'activités 2009-2010 Relais-femmes 47*

### **Groupes régionaux**

Centre de santé des femmes de l'Estrie  
Centre de santé des femmes de Montréal  
Centre de solidarité lesbienne  
Regroupement des femmes de la Côte-Nord  
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale  
Réseau des femmes des Laurentides  
Table de concertation de Laval en condition féminine  
Table de concertation des groupes de femmes  
de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine  
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie  
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière  
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie  
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec  
Table des groupes de femmes de Montréal

### **Groupes nationaux**

Action travail des femmes  
Association des aides familiales du Québec (A.A.F.Q.)  
Association féminine d'éducation et d'action sociale (Aféas)  
Collectif des femmes immigrantes du Québec  
Comité national des femmes du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)  
Comité priorité violence conjugale  
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)  
Éditions du remue-ménage  
Fédération des femmes du Québec (FFQ)  
Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec  
(FRHFVDQ)  
Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)  
Femmes regroupées en options non traditionnelles (FRONT)  
Fondation Filles d'action/Girls Action Foundation  
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec  
L'R des centres de femmes  
Regroupement des organismes Espace du Québec  
Regroupement Naissance-Renaissance  
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)  
Regroupement québécois des CALACS (RQCALACS)  
Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux  
Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec  
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF)  
S.O.S. Violence conjugale

## **Membres actifs mixtes**

### ***Groupes régionaux***

Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)  
Centre de prévention des agressions de Montréal  
Fonds d'Emprunt des Laurentides  
Regroupement des familles monoparentales et recomposées de Laval (RFMRL)  
Table de concertation en violence conjugale de Montréal

### ***Groupes nationaux***

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)  
Comité de condition féminine de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO)  
Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)  
Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)  
Service d'entraide Passerelle (SEP)  
Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)  
Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)

## **Membres associés collectifs**

Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, Université Laval  
Institut de recherche et d'études féministes (IREF) de l'UQAM

## **Autres**

Actrices Sociales des Territoires Européens Ruraux (ASTER)

## **Membres associées individuelles**

Jennifer Beeman  
Josée Belleau  
Véronique Billette  
Johanne Brabant  
Louise Brossard  
Solange Cantin  
Johanne Deschamps  
Marie-Hélène Deshaies  
Louise Desmarais  
Annick Druelle  
Nadine Goudreault  
Sylvie Jochems  
Madeleine Lacombe  
Line Lévesque  
Michèle Modin  
Patricia Navarrete  
Blanche Paradis  
Louise Picard  
Guylaine Poirier  
Sally Robb  
Ruth Rose  
Charlotte Thibault